

Céder est le tribut de l'expérimentation.
Résister est le propre de notre production.



Fundação Cuidar o Futuro

Depuis cinquante ans et plus, nous construisons des camions, des autobus et des autocars. Nous les perfectionnons sans cesse grâce aux essais que nous leur faisons subir.

Avant de lancer un nouveau modèle, nous soumettons nos prototypes aux tests les plus sévères (sur route, sur tous terrains, en laboratoire).

La moindre pièce qui casse, tout ce qui ne résiste pas est aussitôt examiné, renforcé, modifié. Pour répondre aux nouvelles exigences, nous mettons constamment au point de nouveaux tests dont les conditions sont encore plus dures que les conditions de travail les plus pénibles.

Ainsi, notre technique de fabrication ne cesse de se perfectionner et de se maintenir à l'avant-garde.

Voilà pourquoi Fiat est toujours rentable.

Fiat 697 NP

*Puissance et robustesse.
Conçu pour travaux rudes.
2 ponts moteurs, 260 ch (DIN).*

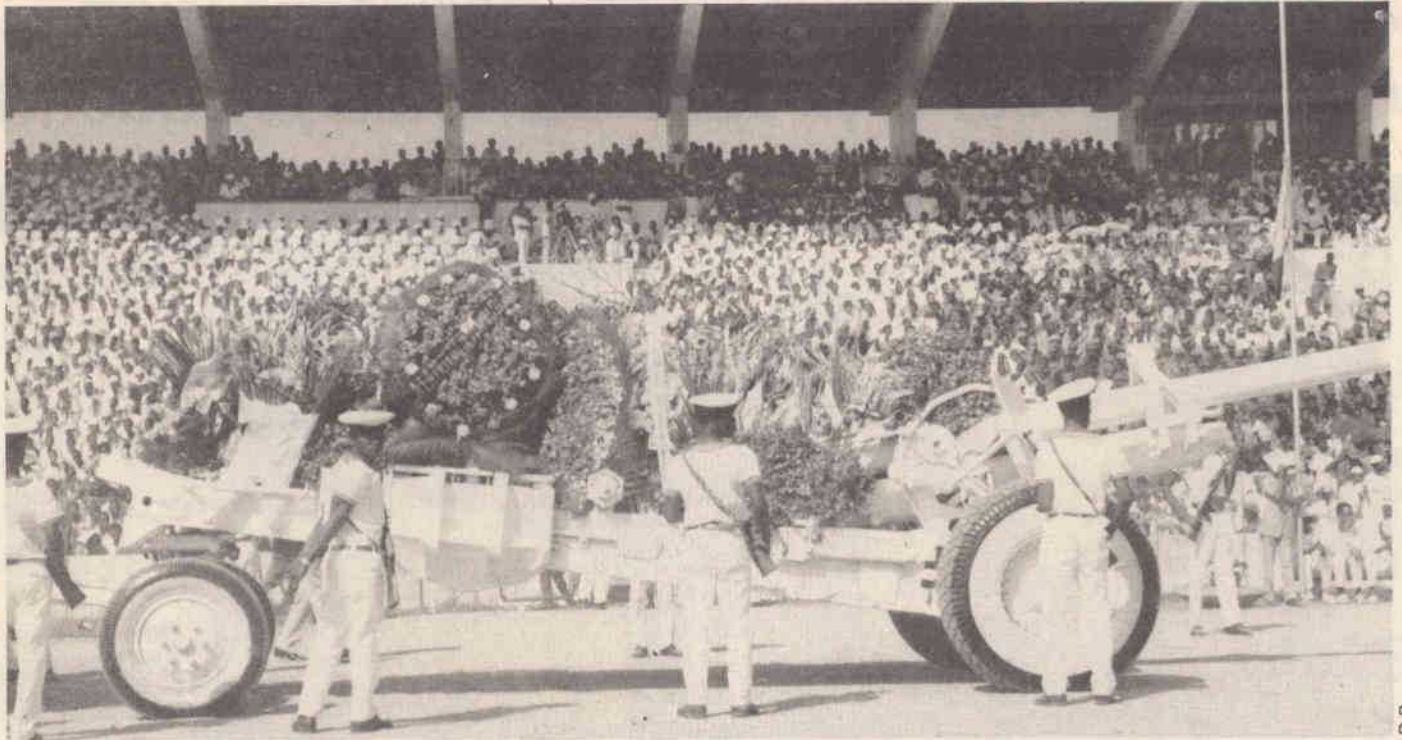
*697 NP châssis-cabine
poids brut total: 27.500 kg
charge utile: 19.200 kg.*

*697 TP tracteur pour semi-remorque
poids brut total: 44.000 kg.*

Dans 150 pays du monde:

FIAT Turin (Italie)





LE CERCUEIL D'AMILCAR CABRAL PORTÉ SUR UN CANON LOURD.
La mort d'un homme n'atteindra pas la puissance du mouvement.

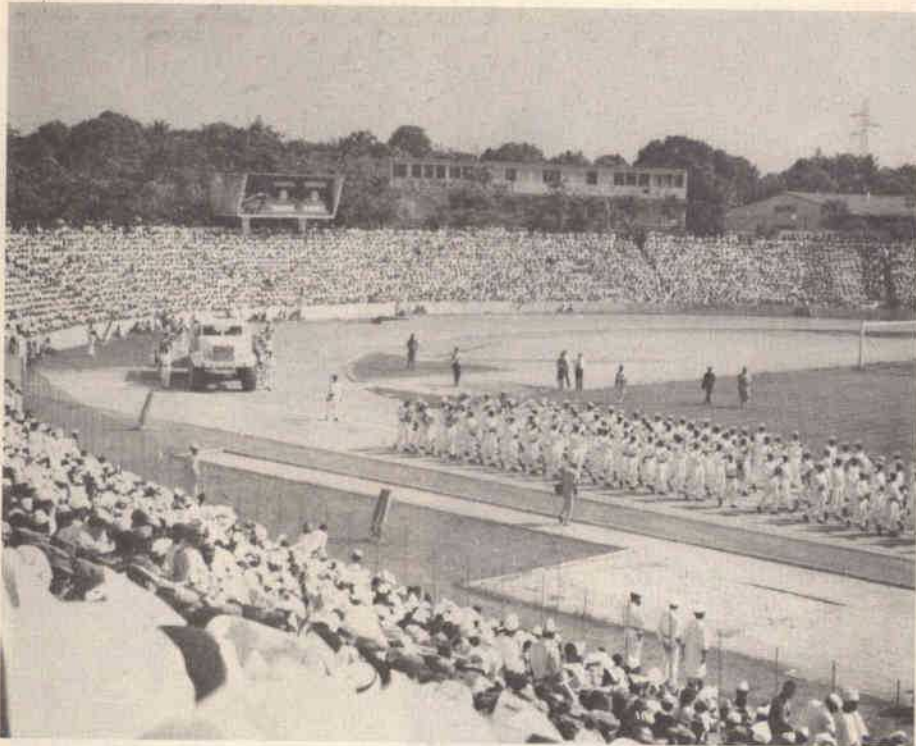
D.R.



Fundação Cuidar o Futuro

LE COMLOT CONTRE CABRAL

*Comment Cabral a été abattu • Le véritable cerveau du complot
• Le rôle des trois groupes de la conspiration • Les conjurés
chez Sékou Touré • La trahison, à Bissao, de Raphaël
Barbosa, premier président du P.A.I.G.C. • L'infiltration
ennemie dans les services de sécurité et les télécommunications
• Conakry bouclé en 30 minutes • Poursuite en mer •
La capture des mutins • L'échec du coup de force •*



LES DERNIERS ADIEUX AU STADE DE CONAKRY.
L'Afrique tout entière...

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI AFRICAIN POUR L'INDÉPENDANCE DE LA GUINÉE
ET DU CAP-VERT (P.A.I.G.C.)
Le Parti a formé des milliers de militants.



Après l'assassinat d'Amilcar Cabral, « Afrique-Asie » a été le seul journal international autorisé par les Guinéens à procéder, sur place, à une enquête. A Conakry, notre envoyé spécial, Aquino de Bragança, a vécu pendant trois semaines avec les dirigeants du P.A.I.G.C., auxquels s'étaient joints les commandants de l'intérieur. Il a suivi de près les travaux de la commission d'enquête préliminaire au cours de laquelle 465 personnes ont été interrogées, 43 convaincues de participation, 9 de complicité, 42 restant suspects.

● Le 15 janvier dernier, Amilcar Cabral, secrétaire général du P.A.I.G.C., regagne Conakry, venant d'Accra, où il a assisté à une réunion du Comité de Libération de l'O.U.A.

Grâce à l'aide fraternelle du Parti et du gouvernement guinéens, les combattants du P.A.I.G.C. disposent librement d'une base arrière en Guinée, avec notamment, dans la capitale, des services, des résidences et des facilités portuaires pour leur flottille.

Ce jour-là donc, arrivant à Conakry, Cabral constate avec étonnement qu'une des barges du P.A.I.G.C., qui aurait dû faire route vers la Guinée-Bissau avec un chargement d'armes pour les régions libérées, se trouve toujours à son poste d'amarrage.

Le commandant Joaquim da Costa, officier de la vedette qui devait la remorquer, est convoqué.

« Pourquoi n'avez-vous pas exécuté les directives du conseil de guerre? demande Cabral.

— Le moteur du bateau est en panne.

— Pressez-vous, insiste Cabral. Les commandants de l'intérieur attendent les armes pour déclencher une offensive décisive. »

En réalité, le compte à rebours a déjà commencé.

Da Costa fait partie du complot. Il attend les directives de son complice, Inocencio Kany, autre commandant de vedette. Il sait quelle sera sa mission.

Au seuil de l'année 1973, en effet, année décisive selon les plans des colonialistes portugais, tous les pions sont en place.

La D.G.S./P.I.D.E. (services secrets



Fundação Cuidar o Futuro

Bruna Amico

portugais) a puisé un peu partout, et depuis plusieurs années, pour engager des agents guinéens et les introduire dans le mouvement de résistance. Aventuriers, prisonniers circonvenus, vieux militants fatigués, aigris et mécontents... Sans doute ne sont-ils pas nombreux par rapport à la masse des combattants et de leurs cadres. Ce qui est grave, c'est que certains ont accédé à des postes essentiels, voire à des responsabilités importantes. Ce qui est plus grave, c'est qu'ils sont parvenus à tromper la confiance de la direction du Parti et de son secrétaire général.

Des phares dans la nuit

Ce samedi soir 20 janvier, Joaquim Chissano, membre du comité exécutif du Frelimo, de passage à Conakry, donne une conférence à l'École des cadres du P.A.I.G.C. Naturellement, cet événement retiendra, pour la soirée, un grand nombre de militants et de responsables.

Cabral, cependant, n'y sera pas. Il assiste, avec sa femme, à une réception à l'ambassade de Pologne. Aristides Pereira, son adjoint, n'y est pas non plus. Il est resté à son bureau, où il attend le retour de Cabral, prévu pour 23 heures.

C'est à peu près vers cette heure-là que Cabral, accompagné de son épouse, Ana Maria, quitte l'ambassade de Pologne, au volant de la Volkswagen qu'il conduit lui-même.

Le militant africain est assez serein ce soir-là. Les derniers communiqués des front intérieurs confirment que les troupes du P.A.I.G.C. conservent l'initiative des combats. Les récentes modifications apportées dans les structures de la direction du Parti par le comité exécutif de la lutte, qui s'est réuni à Boké (Guinée-Conakry), vont permettre de donner un nouvel élan à l'offensive. La dernière réunion de l'O.U.A. a été favorable aux combattants guinéens. Et, surtout, l'Assemblée populaire, qui vient d'être élue dans les territoires libérés, va proclamer la souveraineté de la Guinée. De très nombreux Etats, africains et autres, ont promis une reconnaissance immédiate.

La route de Ratoma est tranquille et la Volkswagen file dans la nuit. La résidence est là, toute proche. Mais, soudain, le conducteur est aveuglé par les phares d'une voiture. Cabral s'étonne et, reconnaissant une jeep du Parti, arrête sa voiture et descend.

« Qu'est-ce que c'est ? »

Trois hommes sortent de la voiture militaire et braquent leurs armes vers le secrétaire général. Celui qui semble diriger l'opération, Cabral le connaît bien. C'est Inocencio Kani, un vétéran, qui a été l'un des commandants de la Marine et qui, certes, depuis, a eu des problèmes...



A CONAKRY, PENDANT LES OBSÈQUES.
Le président Ahmed Sékou Touré. A sa droite, Mme Amilcar Cabral et Aristides Pereira, le plus proche collaborateur d'Amilcar. A sa gauche, Luis Cabral.



« Suis-nous », dit Inocencio Kani. Cabral refuse et appelle la garde qui doit veiller sur la résidence.

Il n'y a plus de garde. Nabonia, dit « Batia », qui est membre de la garde personnelle du secrétariat général, avait informé les conjurés du programme de la soirée. Ils savent que Cabral est seul ; que Pereira l'attend dans son bureau et que les autres militants sont retenus à la conférence des Mozambicains.

« Monte, répète Inocencio, sinon nous allons t'emmener de force. »

L'un des agresseurs s'avance avec une corde.

« Vous ne m'aurez pas comme ça, lance Cabral. Jamais personne n'a pu me ligoter... Et jamais je n'ai accepté qu'on ligote les autres... Nous nous sommes battus précisément pour briser les chaînes... »

La peur et le trouble se dessinent sur le visage de Kani. Mais il est trop tard. Il hésite un moment, puis lève son arme et tire, presque à bout portant.

Atteint au foie, Cabral s'écroule sur la route et saigne abondamment.

Inocencio Kani disparaît alors un moment, sans doute pour informer ses complices de la tournure des événements.

Cependant, sur la route où une flaque de sang s'élargit, Cabral se redresse. L'homme n'est pas mort. Le chef est encore lucide.

Il s'adresse aux deux autres, restés immobiles, pour une ultime tentative.

« Achevez-le ! »

« Pourquoi, camarades ? S'il y a des divergences, il faut discuter... Le Parti nous a enseigné... »

— Comment ? Tu parles encore ? » gronde Kani qui revient soudainement.

Il fait un signe :

« Achevez-le ! Vite. »

Une courte rafale. Cabral, frappé à la tête, retombe. Mort. Ana Maria, terrorisée et impuissante, a suivi toute la scène depuis la voiture où elle était restée.

« Amenez-la à la « Montanha », ordonne Kani.

La « Montanha », c'est la prison du P.A.I.G.C. La jeep démarre à toute vitesse.

D'autres actions avaient déjà commencé. Peu avant 11 heures, les conjurés s'étaient emparés par surprise d'Aristides Pereira, secrétaire général adjoint, qui travaillait dans son bureau.

C'est Mamadou N'Diaye en personne, membre des services de sécurité et chef des gardiens, qui s'en saisit et le ligote.

Et tandis que plusieurs détenus — qui sont des responsables importants de la sédition — sont libérés, on enferme Ana Maria et d'autres dirigeants fidèles, dont Vasco Cabral et José Araujo.

« Vous serez fusillés à 6 heures du matin », leur disent les mutins.

Pour l'instant, ils ont beaucoup d'autres choses à faire. D'autant plus que leur plan commence à gripper.

Les ordres étaient, en effet, de ne pas tuer Cabral mais de l'enlever pour le transporter à Bissao.

Et les coups de feu doivent bien avoir été entendus quelque part.

Inocencio reprend la direction des affaires.

Aristides Pereira, ligoté, avait été chargé dans une voiture qui se dirige vers le port. Tous les véhicules du P.A.I.G.C. sont pourvus d'une plaque

spéciale (F.F.) qui leur permet, selon un accord avec les dirigeants de Conakry, de circuler librement. Les barrages de l'armée, de la police et de la milice guinéennes sont donc franchis sans encombre.

Inocencio Kani arrive à son tour sur le port et constate que les ordres ont été exécutés.

Pereira a été transféré sur la vedette n° 4 — commandant Joaquim da Costa — qui a appareillé, tous feux éteints, et remorque une barge chargée d'armes.

L'assassin de Cabral prend le commandement de la vedette n° 7 et quitte le

Points de repère...

CONCEPTION ET ORGANISATION

Un groupe opérationnel portugais composé de quatre officiers supérieurs était chargé de l'organisation et du contrôle du complot :

- le vice-amiral Pereira Crespo, ministre de la Marine ;
- le général Costa Gomes, chef d'état-major interarmes ;
- le général Spínola, gouverneur militaire de la Guinée-Bissao ;
- le major Paes, chef de la D.G.S./P.I.D.E.

Le 23 décembre, Crespo s'est rendu à Bissao où il a conféré avec Spínola. Quelques jours plus tard, c'est Costa Gomes qui lui succède à Bissao. C'est alors que la date du complot a été finalement fixée au 20 janvier. Le jour « J » prévu à l'origine au 15 décembre aurait été modifié en raison du départ de Cabral pour assister à la réunion de l'O.U.A. à Accra et des incertitudes qui planaient sur la date de son retour à Conakry.

PRINCIPAUX EXECUTANTS

RAPHAEL BARBOSA : ancien président du P.A.I.G.C., rallié à la nouvelle stratégie républicain portugaise.

MAMADOU TOURE (dit « Momo ») : ancien membre du comité central du P.A.I.G.C. avant le déclenchement de la lutte armée. Infiltré la base du P.A.I.G.C. à Conakry en 1971, après s'être rallié aux thèses portugaises. Démasqué et arrêté par le P.A.I.G.C. en 1972.

ARISTIDES BARBOSA : agent portugais de la P.I.D.E. infiltré au camp de concentration de Tarrafal pour gagner la confiance des détenus nationalistes. Démasqué et arrêté (avec « Momo ») par le P.A.I.G.C. en 1972.

JOAO TOMAZ : membre du P.A.I.G.C. dès sa création, membre du comité central et syndicaliste jusqu'à son arrestation à Kundara, région frontalière au nord de la République de Guinée par les services de sécurité du P.A.I.G.C., sous l'inculpation de collusion avec les Portugais. Condamné à dix ans de réclusion puis amnistié en août 1972.

SOARES DA GAMA : membre du P.A.I.G.C. dès le début de la lutte armée, commandant d'opérations sur le front sud avant d'être relevé de son commandement. Commissaire politique de la Marine jusqu'en août 1971, puis limogé pour une affaire de corruption. Une enquête à son sujet était en cours.

MAMADOU N'DIAYE : ancien commandant du P.A.I.G.C. sur divers fronts pendant plusieurs années, blessé deux fois grièvement, soigné dans les hôpitaux des pays socialistes. Sa condition physique ne lui permettant plus d'assumer des tâches de combat, il est muté aux services de sécurité que dirige personnellement Aristides Pereira. Il semble difficile, à l'heure actuelle, d'expliquer son ralliement à l'ennemi.

KODA NABONIA (dit « Batia ») : membre de la garde personnelle d'Amílcar Cabral. Se suicide après des aveux complets.

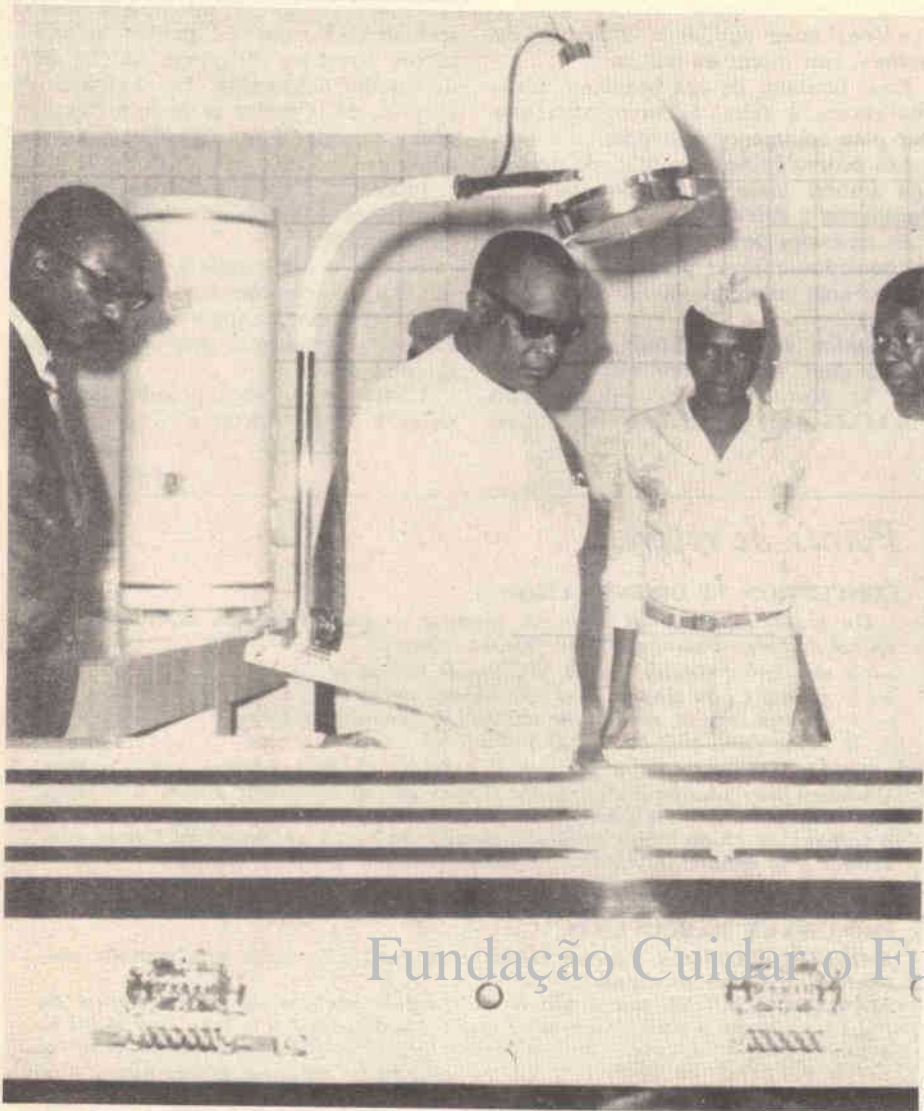
VALENTINO MANGANA : agent des services portugais lorsqu'il « déserte » l'armée portugaise. Grâce à la complicité de Soares da Gama, il se voit promu commandant adjoint de la vedette N° 5.

« NENE » : un des responsables des télécommunications du P.A.I.G.C. Collabore étroitement avec les conspirateurs dans leurs contacts réguliers avec Bissao.

INOCENCIO KANI : rallié au P.A.I.G.C. dès sa création. Membre du comité exécutif de la lutte, il en est exclu en août 1971 par un vote unanime, est déchargé de sa participation au comité tripartite qui dirigeait la Marine. Assume depuis le commandement d'une vedette.

C'est lui qui va tuer Cabral.





LE DERNIER SALUT AU CAMARADE.

Les membres du Comité central de la Lutte. On reconnaît, à l'extrême gauche, M. Turpin, représentant du P.A.I.G.C. à Alger.

port accompagné de la n° 5. La flottille prend le large. Les services du port guinéen les connaissent bien et ne bougent pas.

Cependant, à terre, les coups de feu avaient en effet été entendus. Le commandant Oswaldo Vieira, membre du conseil de guerre, qui réside non loin de là, prend son arme. Une infirmière arrive, elle aussi. Elle aperçoit le corps d'Amilcar Cabral. Le pouls ne bat plus.

« Il est mort », dit-elle.

On ramasse, dans l'affolement, les lunettes du dirigeant et un papier, une lettre qu'il avait commencé à écrire pour sa fille... et des notes pour un ouvrage qu'il préparait.

A ce moment, il arrive beaucoup de monde, d'autant que les assistants de la conférence mozambicaine rentrent maintenant chez eux. Il règne une certaine confusion.

C'est seulement deux heures après qu'Ana Maria Cabral et ses deux compagnons seront libérés.

Mais, dès 23 h 30, le président Ahmed Sékou Touré est informé. Lorsque, un peu plus tard, Oscar Oramas, ambassadeur de Cuba, téléphone au président pour lui dire qu'il a appris l'assassinat de Cabral, son interlocuteur lui répond en effet qu'il est déjà au courant.

Premier réflexe : ordre est donné par Sékou Touré à la direction du port d'interdire tout départ. Mais, répondent les responsables, trois vedettes du P.A.I.G.C. sont déjà parties. Ordre est donné de les prendre en chasse. En même temps, avec une rapidité exemplaire, les forces guinéennes bouclent la capitale.

A minuit, Conakry est isolé. L'armée est mise en alerte aux frontières. Les forces aériennes prennent l'air. Ce sont

Fundação Cuidar o Futuro

Une stratégie globale

« Nous avons pu avoir une idée exacte d'une manœuvre diabolique de l'impérialisme contre la révolution de la Guinée-Bissao et des îles du Cap-Vert, une entreprise criminelle qui ne tendait pas seulement à tuer le combattant Amilcar Cabral mais qui visait beaucoup plus loin, vers des aboutissements politiques inavouables.

« Je peux même dire que cette manœuvre ne visait pas uniquement la Guinée-Bissao et les îles du Cap-Vert mais entraînait dans une stratégie globale tendant à consolider la mainmise de l'impérialisme sur l'Afrique. Mais cette manœuvre a échoué complètement.

« Nous devons d'abord, en tant qu'Africains, rendre un hommage à la révolution guinéenne et à son président Sékou Touré pour l'ensemble des mesures qu'ils ont immédiatement prises pour pouvoir contrecarrer l'action qui a été menée par les impérialistes portugais.

« Nous devons dire aussi qu'au niveau du front, la lutte a non seulement continué mais, depuis le début de cette semaine, s'est considérablement intensifiée. »

(M. Mohamed Benyahia, envoyé spécial du président Boumediène aux obsèques d'Amilcar Cabral).



D.R. M. Mohamed BENYAHIA.



d'ailleurs les « Mig » d'une patrouille et les radars de surveillance qui vont découvrir, à l'aube, les bâtiments furtifs, au large de Boké.

Les vedettes rapides guinéennes, ameutées, les prennent en chasse.

A 5 heures du matin, ils sont arraisonnés et conduits dans l'estuaire du fleuve Nunes, toujours en Guinée-Conakry, tout près de Boké.

Da Costa, Inocencio et leurs hommes sont arrêtés.

« Où est Aristides Pereira ? leur demande-t-on.

— Il est déjà quelque part en région libérée de Guinée-Bissao », répondent les traîtres avec aplomb.

Les autorités guinéennes sont cependant incroyables. Il y a là le commandant José Pereira, responsable de la région frontalière de Guinée-Bissao, qui accompagne le gouverneur de la région.

On décide donc de fouiller la barge d'accompagnement, arraisonnée elle aussi, et qui est chargée d'armes. Vers midi, on trouve enfin, dans la cale, Aristides Pereira, ligoté, les mains en partie gangrenées. Celui-ci confirme que ses ravisseurs lui avaient dit qu'ils avaient l'intention de le livrer en « cadeau » au gouverneur portugais de Bissao, le général Spínola.

La manœuvre déjouée

Mais le complot est à multiples facettes. Il apparaît vite que l'objectif était beaucoup plus vaste.

Revenons en effet à cette nuit dramatique du 20 au 21 janvier.

Tandis que les événements se poursuivent, en mer et dans la ville, un groupe de conspirateurs se fait conduire auprès du président Sékou Touré.

Il y a là notamment Mamadou Touré, dit « Momo », Aristides Barbosa, João Tomaz, Soares da Gama, trois douteux personnages qui avaient été éliminés du P.A.I.G.C. depuis plusieurs mois. « Momo » et Aristides Barbosa se trouvaient, jusqu'à cette nuit tragique, en prison, accusés de trahison. Ils venaient d'être libérés par les assassins de Cabral. João Tomaz avait été convaincu d'intelligences avec les Portugais, condamné à dix ans de travaux forcés puis amnistié à l'occasion du 25^e anniversaire du Parti. Soares da Gama, en liberté provisoire, était en instance de jugement pour une affaire de corruption.

Donc, à minuit, le groupe, conduit par le chauffeur Sana Kassama, se présente au bureau du président Sékou Touré.

C'est « Momo » qui en est le porte-parole.

« Nous sommes venus faire part au responsable suprême de la Révolution, dit-il, que nous venons d'assumer nos responsabilités. Il fallait écarter Cabral,

même le tuer s'il le fallait, pour sauver notre pays. »

« Les militants de base, les commandants de l'intérieur, m'ont mandaté, ajoute-t-il effrontément, pour assurer la direction du P.A.I.G.C.

Sékou Touré est grave. Le complot, monstrueux, lui apparaît clairement.

« Je ne veux pas vous entendre maintenant », dit-il. Et il fait convoquer d'urgence Samora Machel, président du Frelimo, qui se trouvait à Conakry en visite officielle, et les ambassadeurs amis d'Algérie, M. Zitouni, et de Cuba, M. Oscar Oramas.

« Momo » insiste :

« Ce qui s'est passé cette nuit, c'était d'abord pour me délivrer de prison.



AUTOUR DE LA DÉPOUILLE DE CABRAL.
Des députés venus de l'intérieur.

— Je vous ai dit que je ne veux pas vous écouter maintenant. Attendez », coupe le Président d'une voix cinglante.

Déjà, les jeux sont faits. Cabral est mort, mais la ville est isolée, la mer fermée, les principaux conspirateurs sont arrêtés les uns après les autres. C'est l'heure des comptes et du bilan. De l'enseignement aussi, qu'il va falloir tirer et livrer à l'Afrique et au monde entier.

Et c'est ainsi qu'à l'initiative du président Sékou Touré, le 21 janvier, quelques minutes après minuit, la commission d'enquête préliminaire se réunit à Conakry.

Elle rassemble les responsables du Frelimo, du Parti démocratique de Guinée (P.D.G.), auxquels viendront se joindre les ambassadeurs de Cuba et d'Algérie. Plus tard, la commission sera élargie à d'autres pays.

Les traîtres, démasqués, vont parler pendant douze heures sans interruption.

le complot contre l'Afrique

Certes, les principaux accusés nient toute collusion avec les Portugais. Mais les autres se mettent à table. La confession de Valentino Mangana met à nu le plan machiavélique de Lisbonne.

Elle établit de façon précise le processus de l'organisation et de l'application de diverses méthodes de subversion visant, non pas à l'élimination du secrétaire général du P.A.I.G.C. mais plutôt à la liquidation du mouvement.

Il explique, en effet, que les autorités coloniales portugaises lui avaient tenu le langage suivant :

« Le Portugal est prêt à accorder aux Noirs de la Guinée-Bissao l'indépendance à condition que :

« — premièrement le P.A.I.G.C. soit supprimé,

« — deuxièmement que tous les Cap-Verdiens soient exclus de tout mouvement nationaliste, car le Portugal entend conserver les îles du Cap-Vert, qui constituent, pour lui et ses alliés, une base stratégique d'une importance capitale.

« Ainsi, les Noirs doivent-ils se débarasser de tous les Métis, après quoi le Portugal constituera un gouvernement avec ceux qui auront accompli efficacement cette mission. Et les forces portugaises se repliant dans les îles du Cap-Vert apporteront toute coopération aux Noirs de Guinée-Bissao pour assurer leur protection. »

Mangana précise que certains responsables ont été sensibles à cette promesse des colonialistes portugais et se sont, en conséquence, organisés en vue d'exécuter les tâches à eux assignées.

Les trois groupes de la conspiration

Trois groupes, à des niveaux différents, ont participé à l'exécution du complot :

→ Le premier groupe était composé d'anciens militants de la période pré-révolutionnaire du P.A.I.G.C. recrutés par les services secrets portugais à Bissao. Leur leader était Raphaël Barbosa, ancien président du P.A.I.G.C. Son principal exécutant était Mamadou Touré, dit « Momo ».

→ Le second groupe comprenait des éléments du P.A.I.G.C. vivant à Conakry qui, corrompus ou usés par la guerre, étaient devenus des proies faciles aux recruteurs des agents portugais. Parmi eux : l'assassin de Cabral, Inocencio Kani, N'Diaye, Tomaz, Soarès da Gama, Nabonia, etc.

→ Le troisième groupe comprenait des spécialistes indigènes de la contre-guérilla formés dans les meilleurs centres de l'O.T.A.N. et qui rejoignirent le P.A.I.G.C. comme « déserteurs » de l'armée coloniale.

C'est alors que des infiltrations ont été organisées dans les rangs du P.A.I.G.C. Des agents (noirs) de la P.I.D.E./D.G.S., se présentant toujours comme des déserteurs de l'armée coloniale et comme des nationalistes convaincus, sont utilisés à cet effet.

Cette déposition de Mangana est confirmée et complétée par celle de Lansana Bangoura, autre rallié de dernière heure, qui explique les détails d'un plan d'agression préparé à la fois contre la République de Guinée et contre les Républiques de Tanzanie et de Zambie. Il était prévu de fomenter des désordres dans les trois pays, à la faveur de l'action subversive des traîtres infiltrés dans le P.A.I.G.C., dans le Frelimo et dans le M.P.L.A.

A la faveur de la confusion ainsi créée à l'intérieur de ces trois pays, des attaques aériennes, maritimes et terrestres étaient envisagées.

Au même moment, une grande offensive devait être déclenchée par les forces portugaises contre les zones libérées en Guinée-Bissao, au Mozambique et en Angola.

L'année 1973 était considérée, selon la stratégie du fascisme portugais, comme l'année décisive pour la liquidation des mouvements de libération nationale.

Et voici « Néné », l'un des responsables des télécommunications du P.A.I.G.C. Mis devant l'évidence, il avoue qu'il avait déjà communiqué par radio, à Bissao, la liquidation de

l'« homme grand » (Cabral). Ses aveux apportent la preuve indubitable que les conjurés étaient totalement manipulés par les services portugais et que Mamadou Touré, « Momo », en était, semble-t-il, le délégué à Conakry.

Un autre traître, Nabonia, dit « Bateria », était membre de la garde personnelle de Cabral. C'est lui qui avait donné aux assassins le programme des uns et des autres pour la soirée fatale. Il s'effondre littéralement. Il avait toujours eu l'entière confiance d'Amilcar Cabral. C'est lui qui demande que ses aveux soient enregistrés. Il cite les noms de ses complices, précise les liaisons avec les services de Spínola.

Le lendemain, après avoir déjeuné, sous bonne garde, avec ses codétenus, il demande à se rendre aux toilettes. Arrivé devant une sentinelle, il bondit brusquement sur le milicien qu'il balance par la fenêtre, s'empare d'un fusil « AK » qu'il retourne contre lui, et tire. Il mourra à l'hôpital.

Inocencio Kani, l'assassin de Cabral, arrêté, lui aussi, en mer avec les vingt et un hommes qui lui avaient obéi, avoue en cherchant des excuses dérisoires :

« J'ai abattu Cabral, dit-il, parce qu'il avait porté la main à sa poche pour tirer son pistolet. (Hélas ! Cabral n'était, ce jour-là, pas armé.) Nous ne devions pas le tuer », précise-t-il.

Son mobile ? Il faut chercher dans sa vie agitée. Instituteur catholique, il avait rejoint le mouvement à la veille du déclenchement de la lutte armée. Il y acquit des responsabilités. Mais, après quelques années de lutte, l'homme était usé. Il n'était plus à la hauteur de sa mission. C'est Cabral qui insiste, en 1967 — avec ce souci de sauver les hommes qui l'anima sans cesse —, pour qu'Inocencio soit appelé à d'autres tâches : renforcer la marine de la Guinée-Bissao. C'est alors l'Académie navale soviétique, où il est envoyé en stage, le retour à la tête d'un comité tripartite qui dirige la Marine, l'entrée au comité exécutif de la lutte.

Les véritables conspirateurs

En 1971, c'est la chute. Il est exclu, à l'unanimité, du comité exécutif et se voit, en même temps, reprocher d'avoir trempé dans la vente d'un moteur naval. Inocencio nie. Une enquête supplémentaire est ouverte. En attendant, Cabral lui confie, provisoirement, le commandement d'une vedette.

Tel est l'homme qui va le tuer.

Pourtant, il n'est que le bras armé par les conspirateurs. Le bras qui était commandé par le principal exécutant, envoyé dix-huit mois plus tôt par Bissao à Conakry : Mamadou Touré, dit « Momo ».

Cet ancien barman, qui a aujourd'hui 33 ans, fut un membre du comité central du P.A.I.G.C. avant le début de la lutte armée. Le 13 mars 1962, « Momo » est arrêté par la P.I.D.E. dans une « planque » à Bissao.

C'était alors un activiste courageux et responsable de la 3^e zone de la capitale et un agent de liaison avec la direction, établie à Conakry, en République de Guinée.

Jugé sommairement par un tribunal militaire portugais, « Momo » est condamné à huit années de travaux forcés et envoyé au sinistre camp de Tarrafal — dans l'île de São Tiago de l'archipel du Cap-Vert. C'est là qu'il rencontre un personnage qui va jouer un rôle décisif dans sa carrière future de... traître. C'est Aristides Barbosa, 30 ans, un agent portugais introduit dans le camp de concentration de Tarrafal pour gagner la confiance des nationalistes. Expert dans l'action psychologique, il s'affirme très actif et fait un travail intensif d'éducation politique, de lutte contre l'analphabétisme parmi les détenus du P.A.I.G.C. qui se trouvaient dans le camp. Vite, il devient l'ami de « Momo » qu'il réussit à recruter pour les services secrets portugais.

« Amnistiés » par le gouverneur Spínola en 1970, « Momo » et Aristides Barbosa retournent à Bissao pour se mettre à la disposition des autorités por-

Premières tentatives

Le complot du 20 janvier, qui devait coûter la vie à Amilcar Cabral, n'a pas été le premier organisé par les services secrets portugais contre le secrétaire général du P.A.I.G.C. Plusieurs l'ont précédé mais la vigilance des services de sécurité du Parti avait toujours permis de les déceler à temps.

Avant le 20 janvier, Cabral avait jailli être abattu par un tir de bazooka lors d'un de ses passages à Dakar. Si cette tentative avait réussi, le plan des conspirateurs visant à liquider la direction actuelle du P.A.I.G.C. n'aurait pas changé. Sa mise à exécution aurait été tout simplement avancée...

tugaises. Et c'est à Bissao que « Momo » renoue ses contacts avec le plus important personnage de l'affaire : Raphaël Barbosa (homonyme d'Aristides Barbosa, mais sans aucun lien de parenté).

Qui est ce dernier ? Comment et pourquoi ce premier président du P.A.I.G.C. avait-il rallié les Portugais et accepté de participer au complot ?



A CONAKRY, AU SYMPOSIUM A LA MÉMOIRE DE CABRAL.
Les dirigeants du P.A.I.G.C. On reconnaît Vasco Cabral et Oswaldo Vieira.

Fils d'un Cap-Verdien et d'une Guinéenne, Raphaël Barbosa, dit « Zain Lopes », est contremaître des travaux publics lorsqu'il rejoint le P.A.I.G.C. dans les tout premiers temps de la lutte. Il est bientôt coopté à la présidence du petit comité central d'alors. Poste honorifique, sans doute, mais il n'en est pas moins l'un des chefs historiques. Il est courageux, actif, proche d'Amilcar Cabral.

En 1962, il est arrêté par les Portugais. Pendant sept années, son comportement en prison semblera exemplaire. Mais il est amnistié en 1969. Et voilà qu'il se rallie à la politique de collaboration avec l'occupant, celle que ce dernier appelle la « politique de la Guinée meilleure » fabriquée par le gouverneur portugais Spínola.

En fait, Raphaël Barbosa avait été « retourné » pendant sa détention. On lui avait promis de prendre la tête du pays lorsque celui-ci aurait été rendu « autonome » dans le cadre de la communauté portugaise. Et qui sait, lui avait-on laissé entendre, il pourrait un jour conduire son pays à une sorte d'« indépendance » octroyée sous le contrôle néo-colonial de Lisbonne, à condition qu'il renonce aux îles du Cap-Vert. C'est dans cette intention que Spínola constitue en sous-main, à Bissao, une organisation « bidon » dite Front uni de Libération (F.U.L.) sous la direction de Raphaël Barbosa.

Avec Raphaël Barbosa, « Momo » établit, sous la direction des services secrets

portugais, les détails minutieux du complot qui était destiné à renverser la direction du P.A.I.G.C., à en prendre la relève et à « négocier » ensuite, avec Lisbonne l'« indépendance » de la Guinée-Bissao.

Pour cela, il fallait que « Momo » et son complice, Aristides Barbosa, rejoignent Conakry, s'infiltrerent au sein du P.A.I.G.C., recrutent des partisans parmi les corrompus et les ambitieux et, avec le soutien de nombreux « déserteurs » qui devaient se rallier au P.A.I.G.C. sur l'ordre du gouverneur Spínola, préparer et exécuter le plan tracé à Lisbonne et à Bissao.

C'est ce que « Momo » et son complice firent en août 1971.

« Spínola voulait m'arrêter de nouveau », prétend « Momo » dès son arrivée à Conakry pour justifier sa présence inattendue.

Cabral le reçoit à bras ouverts et l'envoie se reposer dans un pays socialiste.

A son retour, « Momo » fait une causerie sur sa vie au camp de Tarrafal, à l'Ecole des cadres du Parti, et conclut par un éloge de Raphaël Barbosa, homme intègre, dit-il. Certes, il a fait des déclarations en faveur des Portugais, explique-t-il, mais dans des conditions difficiles : « Elles ne doivent pas, dit « Momo », être prises à la lettre car je sais bien qu'il reste le patriote qu'il a toujours été. »

Cette tentative de réhabiliter l'ex-pré-

le complot contre l'Afrique

sident du Parti, lequel avait été, auparavant, sévèrement condamné par les militants, fait l'effet d'une bombe.

Cabral, cependant, ne tranche pas : « Raphaël, dit-il, a été un homme courageux. Je le connais bien, son comportement en prison a été très digne. Il faut donc tirer au clair cette situation ambiguë avant de prendre une position définitive sur son cas. »

Mais « Momo » continue son action de démobilisation, de subversion.

Il est malinké et musulman. Aux responsables foulas et mandingues, qui constituent la minorité musulmane, il dit que les Balantes, alliés aux Cap-Verdiens, sont un danger pour l'islam.

Le chef des gardes !

Dans des réunions, souvent semi-clandestines, il oppose les Guinéens aux Cap-Verdiens : « Si Cabral ne tenait pas tellement à libérer le Cap-Vert, après dix années de lutte, répétait-il sans cesse, je suis sûr que le Portugal renoncerait à la Guinée-Bissao et nous serions indépendants... »

Finalement démasqué par les services de sécurité du P.A.I.G.C. en juin 1972, il est arrêté en même temps que son complice et proche collaborateur Aristides Barbosa. « Momo » avoue alors avoir contacté, entre autres, Inocencio Kani et Inacio Soares de Gama, deux responsables de la Marine du P.A.I.G.C., dans le but de renverser la direction du Parti. Mais ces deux derniers nient catégoriquement les « calomnies d'un traître qui veut salir la Marine ». On les croit. D'autant plus qu'il s'agissait d'officiers qui avaient longtemps combattu, les armes à la main, contre l'occupant portugais. Et puis on savait bien que « Momo », voulant semer la confusion, avait déjà accusé tant d'autres camarades pourtant irréprochables.

Détenus à la « Montanha » en attendant leur procès, « Momo » et Aristides Barbosa poursuivent néanmoins les préparatifs du coup de force. Leurs contacts avec Bissao et leurs complices sont maintenus grâce à l'aide du chef des gardiens, Mamadou N'Diaye.

Et cela jusqu'à la nuit fatidique du 20 janvier 1973...

AQUINO DE BRAGANÇA

Copyright « Afrique-Asie »
et Aquino de Bragança.

Abonnez-vous à

«AFRIQUE - ASIE»



LE PRÉSIDENT SÉKOU TOURÉ AVEC ARISTIDES PEREIRA (A DROITE) ET LUIS CABRAL (A GAUCHE).
Les peuples africains de plus en plus conscients et déterminés.

SÉKOU TOURÉ

«Écrasons les têtes de pont de l'impérialisme en Afrique»

Pour être clair, l'impérialisme est froid, logique, rationnel, absolu et cohérent dans la défense de ses intérêts propres qui ont pour noms le pillage et le viol des peuples.

Face à cet impérialisme, comment se présente l'Afrique ?

Elle est divisée.

D'abord, l'impérialisme y a de nombreuses têtes de pont, telles que l'administration coloniale fasciste et raciste de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie, des colonies portugaises de la Guinée-Bissao et des îles du Cap-Vert, du Mozambique, de l'Angola, de Sao Tomé et Principe. [...]

Ensuite, l'impérialisme a réussi à abuser certains gouvernements africains et à bloquer leurs peuples dans la réalisation de leur souveraineté, dans la disposition libre de leurs ressources naturelles, dans l'exercice de leur responsabilité en vue de leur devenir. Incontestablement, l'impérialisme a réussi à jeter l'étouffoir du néo-colonialisme sur maints de nos pays ayant acquis l'indépendance nationale mais n'ayant pas conquis la souveraineté et la responsabilité.

Une nouvelle catégorie d'hommes

De ce fait, les gouvernements de ces pays, objectivement, se comportent en alliés de l'impérialisme. [...]

Mais il est également juste de reconnaître qu'ici comme dans le cas des pays encore colonisés, les peuples ne sont pas restés inactifs et que, sous leur action, plusieurs de ces gouvernements néo-colonisés reconsidèrent déjà sérieusement leur position. [...]

Enfin nous devons observer qu'en Afrique, l'impérialisme essaie de créer une cinquième colonne dans tout pays échappant totalement à sa domination. Nous savons ce qu'il en a été en République de Guinée, et l'impérialisme sait aussi ce qu'il lui en a coûté d'avoir tenté de détruire le régime populaire guinéen par l'action combinée de sa « cinquième colonne » et des bandits mercenaires de toute couleur qu'il a osé commettre à l'œuvre crapuleuse de nous agresser militairement les 22, 23 et 24 novembre 1970 à Conakry, et les 25 et 26 novembre 1970 à Koundara et à Gaoual.

Telle se présente l'Afrique, face à l'impérialisme, une Afrique victime de sa division, une Afrique qui, dans cer-

taines de ses parties, fait le jeu de l'impérialisme par des collusions coupables, mais aussi une Afrique dont les peuples, de plus en plus conscients et déterminés, engagent la lutte décisive contre l'impérialisme et tous ses suppôts. [...]

Au fur et à mesure que les difficultés apparaissent, car la lutte de libération n'est pas une chose facile, nous voyons à faire face à une nouvelle catégorie d'hommes, les déserteurs. [...] Du camp ennemi, un grand nombre de déserteurs nous rejoignent. Ils peuvent être répartis en deux catégories :

a) Ceux qui, par idéal, par conviction, parce qu'ayant pris conscience que la cause dans laquelle on les avait engagés n'est pas une cause juste, n'est pas une cause noble, et tiennent à suivre la voix de leur conscience, le sens de l'histoire.

b) Ceux qui feignent, les vrais caméléons, les simulateurs, les agents de l'ennemi camouflés sous le manteau de l'ami.

Comment les distinguer et quelle attitude avoir à leur égard ? Tel est le problème.

D'abord, il convient de préciser, et cela n'est que justice, que ceux qui rejoignent les rangs des combattants de la liberté par option libre, par position politique et idéologique et par un acte délibérément assumé, ne sauraient être appelés déserteurs avec toute la signification de mépris, de trahison, de lâcheté et de déshonneur qui s'attache à ce terme. Ceux-ci ont abandonné une cause injuste, celle du colonisateur, pour épouser une cause historiquement juste, celle des colonisés. Ils doivent être intégrés et pleinement associés au noble et juste combat pour la liberté du peuple.

Il y en a d'autres qui, épousant apparemment la cause juste, sont à l'entière et totale solde de l'ennemi. C'est la vermine qui pénètre dans un mouvement pour le dévorer de l'intérieur, le désagréger. Ils font un travail de termites...

S'ils opèrent sur un terrain idéologiquement solide, ils sont vite démasqués, dénoncés et mis hors d'état de nuire ; mais s'ils travaillent en terrain vierge, ils ont des chances de semer en vue d'une bonne moisson pour l'ennemi qui l'utilise. D'où la nécessité de miner le terrain pour l'ennemi en éduquant politiquement et idéologiquement les hommes, en les informant, en les mettant en garde, en les aguerissant.





SAMORA MACHEL (A DROITE) AVEC LUIS CABRAL ET LE PREMIER MINISTRE GUINÉEN BÉAVOGUI AUX OBSÈQUES DE CABRAL.
Nous disposons de l'arme décisive : le peuple.

Peuvent être ajoutées à ces derniers les anciens camarades qui ont fait preuve de courage dans la lutte, qui ont acquis, grâce à cette lutte et par elle, une large audience au sein des masses et qui sont en conséquence écoutés par elles. Si ces camarades, par malheur, sont faits prisonniers par l'ennemi et y subissent un lavage de cerveau, à leur libération, ils peuvent devenir des agents de l'ennemi, jouer son jeu, démobiliser les militants en servant de leur influence antérieure. Une grande vigilance doit donc s'exercer autour de ces deux catégories d'hommes. Ils ne doivent pas être mis directement et librement en contact avec le gros de la troupe, car là ils peuvent cultiver insidieusement une haine et une hostilité féroces résultant d'un plan méthodiquement dressé par l'ennemi et qu'ils ont mission de mettre à exécution. L'un des principes sur lesquels s'appuie la domination étant « diviser pour régner », il n'est pas rare que l'impérialisme, par l'entremise de ces individus, fasse croire aux combattants ressortissant à certaines des ethnies composant la nation, qu'il est prêt à octroyer l'indépendance à leur groupe s'ils se séparent des autres ethnies.

Généralement, ces éléments infiltrés se servent de l'état d'ignorance des hommes en présence, ignorance résultant de la domination coloniale qui a sciemment et savamment créé, organisé et entretenu l'obscurantisme au niveau du colonisé pour mieux l'exploiter.

Pour une ligne de masse

[...] C'est pourquoi, parallèlement à la lutte de libération et pour éviter que ceux qui détiennent les armes ne les tournent contre le peuple, il faut entreprendre une vaste et profonde campagne d'éducation et d'enseignement, de lutte contre l'analphabétisme, en choisissant résolument la ligne de masse et en s'appuyant sur la culture originelle, celle propre au peuple. Ici, les langues nationales offrent une arme terrible contre l'impérialisme si, restaurées, elles sont écrites et utilisées pour alphabétiser tout le peuple.

Un mouvement de libération qui négligerait l'éducation permanente des masses, leur organisation sur des bases idéologiques solides, avancerait plus lentement et donnerait plus de chances à l'ennemi...

SAMORA MACHEL



«Le sens réel d'un lâche assassinat»

Atteignant le P.A.I.G.C., atteignant la Guinée-Bissao, on affaiblirait la République de Guinée, le Mozambique et l'Angola. En détruisant le combat du P.A.I.G.C., on isolerait, dans une certaine mesure, la Révolution guinéenne, on libérerait des effectifs et du matériel, pour combattre au Mozambique et en Angola.

Voilà le sens réel de l'assassinat lâche et haineux d'Amilcar Cabral.

Mais c'est à ce niveau aussi que nous devons dire que l'ennemi a été battu.

Le combat se poursuit, le P.A.I.G.C. d'Amilcar demeure, la ligne politique se maintient, donc ce n'est qu'un homme, bien que géant, qui est mort.

Il est important pour nous d'en tirer les leçons. [...]

A chaque échec et défaite, l'ennemi répond par de nouvelles méthodes et tactiques.

Il nous faut trouver la formule pour dépasser les manœuvres ennemies, les détecter dès l'embryon pour les écraser.

Pour ce faire nous disposons de l'arme décisive : nous avons le peuple, ils n'ont pas et n'auront jamais le peuple. [...]

Il ne s'agit pas d'un combat individuel de l'homme enfermé sur soi-même. C'est un combat de masse, où nous nous donnons à la critique populaire et à l'autocritique, pour que leur feu nous purifie, nous rende conscients de la voie à suivre, nous remplisse de haine contre les valeurs négatives de la vieille société.

Lorsque nous déclenchons ce processus, d'un côté l'implantation des structures populaires du pouvoir politique, économique et social et, de l'autre, le combat pour l'acquisition de la nouvelle mentalité et du nouveau comportement, nous ouvrons des portes à des contradictions sérieuses en notre sein.

Un mécontentement surgira : tous ceux qui ambitionnaient d'exploiter le peuple en remplaçant le colonialisme, s'opposent à nous. Des compagnons de la première heure qui, en principe, acceptent les buts populaires de notre lutte mais qui, en pratique, refusent le combat interne pour changer leurs valeurs et habitudes, vont s'éloigner de nous, au point de désertir ou même de trahir.

Les succès remportés sur le plan militaire, la sensation de l'imminence de la victoire, accélèrent le processus de mécontentement de la poignée d'éléments frustrés dans leurs ambitions et leurs goûts corrompus.

Il se crée donc ainsi la fissure dans nos rangs, par où pénètre l'ennemi colonialiste et impérialiste.

Les forces réactionnaires, les éléments mécontents, veront dans l'alliance avec l'ennemi la sauvegarde de leurs intérêts mesquins et antipopulaires : l'ennemi, dans cette alliance, trouve l'opportunité d'or pour assener un coup mortel à la révolution.

(Extraits des discours prononcés au symposium du 31 janvier 1973, par le chef de l'Etat guinéen et par le président du Frelimo pour saluer la mémoire de Cabral.)



AMILCAR CABRAL AVEC JACQUES VIGNES ET AQUINO DE BRAGANÇA.
Un sens de l'amitié et un respect de l'homme...

Fundação Cuidar o Futuro

LE PRÉSIDENT SÉKOU TOURÉ AVEC LUIS CABRAL.

ON N'ASSASSINE PAS TOUT UN PEUPLE



Après l'enquête préliminaire, Jacques Vignes tire les premières conclusions d'un complot qui, malgré le crime, a manqué ses objectifs.

● L'ignoble assassinat d'Amílcar Cabral n'était pas plus tôt perpétré que déjà commençait à courir un certain nombre d'interprétations tendancieuses de l'événement.

Une fois de plus, comme on l'avait fait au lendemain de l'agression du 22 novembre 1970, on a tenté de camoufler la responsabilité des dirigeants portugais et, en même temps, de s'efforcer de discréditer, à l'égard de l'opinion publique internationale, tout à la fois le P.A.I.G.C. et le régime de Conakry.

L'exposé que nous faisons plus haut du déroulement du complot, tel

qu'Aquino de Bragança a réussi à le reconstituer au cours de l'enquête qu'il a menée sur place, fait justice de ces calomnies. Ceux qui ont tué Amílcar Cabral et enlevé son second, Aristides Pereira, n'étaient rien d'autre que des hommes que divers événements ont conduit à devenir des agents du colonialisme portugais. Aucune idéologie, même pervertie, ne les a poussés à commettre leur acte criminel. Aucune motivation politique ne les a guidés, si tant est que l'assassinat puisse être jamais un acte politique et surtout celui d'un homme considéré à juste titre par tous les Afri-

cains et tous les anticolonialistes du monde entier comme le plus prestigieux des combattants nationalistes.

Même pas des déments ou des exaltés : non, rien que des agents en mission d'une puissance ennemie exécutant le plan qui leur a été confié et l'exécutant mal d'ailleurs, puisque l'ordre donné était de ramener Cabral et Pereira vivants à Bissau, sans doute pour faire croire ensuite qu'ils avaient été abattus, à l'intérieur du pays, par leurs propres partisans.

Certes, le complot a échoué ; les hommes qui l'ont mené sont aujourd'hui hors

d'état de nuire. Certes, en plus de dix années de lutte, le P.A.I.G.C. a formé suffisamment de cadres, créé des structures politiques, militaires et sociales suffisamment solides pour que la mort d'un homme, fût-il le leader incontesté du mouvement, ne suffise pas à remettre en question sa puissance et sa cohésion. Mais on n'en a pas moins vu resurgir à cette occasion, une fois de plus, tout l'arsenal utilisé avec plus ou moins de bonheur depuis des décennies pour tenter de placer ou de maintenir des peuples sous la domination coloniale ou néo-coloniale : corruption des hommes, tentatives pour salir ou discréditer ceux qui mènent la lutte, manœuvres de basse politique.

Incitation au racisme, assassinat enfin. Ce n'est pas le premier, on en a connu d'autres, beaucoup d'autres. En fait, rares sont les dirigeants africains ayant tenté de mener avec quelque radicalisme la lutte pour une indépendance réelle qui ne se sont pas trouvés, un jour ou l'autre, menacés dans leur existence. Et nombreux sont ceux qui ont rencontré la mort dans leur combat. Et s'il n'y avait qu'en Afrique...

Cette perpétuelle guerre, à la fois psychologique et violente, menée contre les mouvements nationalistes et les peuples qui les soutiennent, vise, à force d'insinuations et de calomnies, à provoquer des doutes sur le bien-fondé même du soulèvement populaire et sur la dimension réelle des dirigeants qui animent ce soulèvement.

La force d'Amilcar Cabral, justement, était d'avoir réussi à imposer au monde entier l'image de la puissance et de la cohésion de son mouvement. Pour tous les observateurs de bonne foi, il n'y avait plus le moindre doute : le P.A.I.G.C. était vraiment et totalement représentatif du peuple guinéen. Il constituait le seul interlocuteur valable avec lequel on pouvait envisager d'ouvrir les négociations qui doivent conduire la Guinée-Bissau à l'indépendance.

L' « histoire » des Cap-Verdiens

En fomentant leur complot, ce n'est pas seulement le secrétaire général du P.A.I.G.C. que les Portugais cherchaient à éliminer : ils cherchaient également à ébranler dans les esprits cette certitude. Et c'est pourquoi il est indispensable de revenir sur certains des aspects essentiels de l'affaire, car il convient de prendre bien conscience du fait qu'avec la mort de Cabral ce n'est pas un vaste mythe qui se dissipe mais, au-delà d'une action criminelle menée par une poignée d'hommes, c'est la réalité guinéenne, telle que Cabral la décrivait, qui s'affirme une fois de plus.

Les conjurés tout d'abord. Aquino de

Bragança explique plus haut qui ils sont et comment ils ont pu se mettre en place, non sans soulever quelques doutes d'ailleurs, puisque plusieurs d'entre eux avaient provoqué suffisamment de suspicion pour qu'on juge nécessaire de les arrêter le temps d'instruire leur affaire et d'éclairer leur comportement.

Mais qui s'étonnera qu'il se soit trouvé des hommes pour trahir le mouvement dans lequel ils s'étaient engagés ? Plus une lutte est longue, âpre, difficile et plus elle use ceux qui la mènent. Il faut une force de caractère peu commune pour mener, pendant des années, des actions de guérilla et des actions clandestines. Tous ceux qui ont participé à des luttes de libération le savent parfaitement. L'ennemi aussi le sait, d'ailleurs. Il est à l'affût de la moindre défaillance qui lui permet d'entraîner dans son camp l'un de ses adversaires pour l'utiliser ensuite. Et plus la lutte se développe, plus le nombre des partisans augmente, plus le système devient vulnérable, plus il devient aisé d'y infiltrer des éléments troubles. Un mouvement de libération peut-il refuser d'accueillir les déserteurs qui se présentent à lui ? Mais un peuple est un peuple. Il faut l'accepter avec toutes ses composantes. On ne peut pas ne reconnaître pour siens que les héros. Mais du même coup, et malgré toutes les précautions prises, on court le risque d'ouvrir la porte à la trahison. Cela, Cabral le savait, et il le savait aussi qu'il n'était pas possible de ne pas prendre ce risque. Le guérillero enduré avait un sens de l'amitié et un respect de l'homme qui constituaient tout à la fois sa force et sa faiblesse, une faiblesse que ceux qui préparèrent sa mort, sous le couvert de la loyauté sans faille, surent parfaitement exploiter.

Et puis il y a la fameuse histoire des Cap-Verdiens qui est ressortie pour la circonstance. Vieille histoire s'il en est.

L'archipel du Cap-Vert, situé au large des côtes de la Guinée-Bissau, est constitué par quinze îles d'importance inégale d'une superficie totale de 4 930 km² et abritant environ 200 000 personnes, en majorité des métis (65 %), cohabitants avec des Noirs (30 %) et une petite minorité portugaise (5 %). Et, à ce sujet, il convient de tordre le coup à un mythe tenace : celui selon lequel les Cap-Verdiens constitueraient une véritable aristocratie à l'intérieur de l'empire africain du Portugal. En réalité, 90 % des habitants des îles sont des ruraux (souvent mi-paysans mi-pêcheurs) au niveau de vie extrêmement bas : ce qu'ils produisent est insuffisant pour couvrir l'ensemble des besoins. La plupart d'entre eux sont illettrés.

Mais il n'en est pas moins vrai qu'il existe aux îles du Cap-Vert une mince couche sociale relativement privilégiée que le gouvernement portugais a fréquem-

ment utilisée comme fonctionnaires subalternes dans ses autres colonies, et en particulier en Guinée-Bissau. D'où une certaine tension qui apparut un moment entre les populations locales et ces « métis au col blanc » abusivement assimilés aux colonisateurs.

C'est cette tension ethnique qu'Amilcar Cabral allait s'employer pendant des années d'incessante action politique à faire disparaître, comme il allait s'employer à réduire les oppositions tribales soigneusement entretenues par l'administration portugaise au sein du territoire guinéen lui-même.

Le sens politique de Sékou

De père cap-verdien et de mère guinéenne, Cabral était bien placé pour assurer la jonction. Un des principes directeurs de son combat fut de toujours refuser les cadres racistes dans lesquels on s'efforçait de tenir enfermées les populations. Qu'il y soit parvenu, son origine, sa popularité, le fait que Cap-Verdiens et Guinéens, au-delà de toutes les particularités ethniques, aient réussi à créer et à faire vivre ensemble un instrument de lutte de l'importance du P.A.I.G.C. l'attestent suffisamment.

Pour Cabral, il était inconcevable d'abandonner les populations du Cap-Vert à la voracité portugaise. On ne transige pas avec l'unité d'un peuple. Accepter l'indépendance de la Guinée sans les îles, cela revenait à renoncer pour des décennies à libérer les habitants de ces îles. L'auteur de ces lignes a gardé un souvenir précis de l'entretien qu'il eut, en 1964, à Alger, avec Amilcar Cabral sur ce problème.

A l'époque, le secrétaire général du P.A.I.G.C. envisageait déjà de porter un jour le combat dans les îles elles-mêmes où, clandestinement, le Parti était déjà solidement organisé. Mais il savait combien la situation géographique de l'archipel, le manque d'eau, la relative exiguïté des terres émergées, la concentration des populations en quelques points rendraient cette étape difficile à réaliser. Aujourd'hui, en 1973, alors que sur le continent la plus grande partie du pays avait déjà été libérée, il devenait possible d'envisager ce genre d'action. Raison de plus pour que Lisbonne s'efforce d'intervenir, essaie de relancer la querelle entre Guinéens du Cap-Vert et Guinéens du continent et incite quelques éléments à la trahison en leur faisant miroiter une indépendance possible, à la condition d'éliminer Cabral, désigné comme obstacle à la négociation, et de renoncer à l'archipel, base stratégique qui devait rester, quoi qu'il arrive, territoire portugais.

Un beau programme, n'est-ce pas ? Démanteler le P.A.I.G.C. dans un des aspects les plus positifs de son idéologie,



VOUS AVEZ AU MOINS

4 RAISONS

DE VOUS ABONNER A

afrique asie

luttons et combats

*vous soutenez votre journal
vous sauvegardez son indépendance
vous êtes sûr de le recevoir
vous réalisez une économie*

BULLETIN D'ABONNEMENT

à remplir et à retourner

AFRIQUE-ASIE, 31, rue de la Baume, Paris-8^e

Tél. : 359-46-50

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

VILLE :

PAYS :

1 an 6 mois par avion par voie ordinaire
Règlement : chèque bancaire ci-joint mandat-lettre ci-joint

Vous pouvez régler votre abonnement par chèque bancaire, mandat postal ou virement à l'un des comptes suivants :

PARIS : C.C.P. 3332400 La Source - ALGER : S.N.E.D. (service des abonnements) 3, bd Zirout Youcef : C.C.P. 177958 Alger - MAROC : B.M.C.E. 241, bd Mohammed V, Casablanca (compte 01.12.A.08.315.0) - MALI : B.D.M. Bamako (compte 260.82).

TARIF D'ABONNEMENT

		Algérie Maroc	Tunisie	Afrique noire francophone	Autres pays africains et Madagascar	Moyen- Orient	Asie Amérique du Sud	France	Europe Dépt Ter. français d'outre-mer	Etats-Unis Canada
		D.	D.	FCFA	FF	FF	FF	FF	FF	Dol. US
Voie ordi- naire	1 an	50	5	2 500	70	78	95	70	67	16
	6 mois	30	3	1 500	45	51	67	40	39	11
Par avion	1 an	60	6	3 500	165	120	210		110	25
	6 mois	40	3,5	1 950	100	80	115		70	17

La mise en place d'un abonnement se fait dans un délai de quatre semaines à dater de sa réception par nos services. En cas de changement d'adresse, nous prévenir un mois à l'avance en nous envoyant l'étiquette du dernier envoi (comportant nom, adresse et numéro d'abonné).

celui de l'unité populaire, et liquider du même coup l'autre aspect important de cette idéologie, son contenu fondamentalement socialiste, en promettant à ceux qui mèneraient la chose à bien de les installer dans les fauteuils de la néo-bourgeoisie future. Pauvres gens ! Ils se voyaient déjà ministres, ou hauts fonctionnaires dans le cadre d'une indépendance octroyée. Au diable le Cap-Vert, au diable la Révolution pour s'installer enfin dans les villas de Bissao, pour profiter enfin des multiples privilèges qu'on n'allait pas manquer de leur octroyer ! N'ont-ils vraiment pas eu conscience du piège qu'on leur tendait ?

Mieux encore : on les a envoyés, leur coup fait, en porter la nouvelle à Ahmed Sékou Touré, les entretenant dans l'espoir insensé que celui-ci accepterait de couvrir leur trahison, de les reconnaître comme les nouveaux dirigeants du P.A.I.G.C. et laisserait ainsi Lisbonne installer quasi publiquement son antenne à Conakry. A ce niveau, on est en droit de se poser des questions ? Croyaient-ils vraiment que leur manœuvre avait la moindre chance de réussir ? Pensaient-ils vraiment que le président guinéen fermerait les yeux, abandonnerait les dirigeants légitimes d'un mouvement auquel il n'a jamais jusqu'ici ménagé son aide et sacrifierait du même coup tous les espoirs des hommes et des femmes de Guinée-Bissao ?

S'il en était bien ainsi, ils auraient fait preuve d'une grave méconnaissance de la personnalité réelle de Sékou Touré et de l'acuité de son sens politique, et s'ils ne se sont pas rendus coupables d'une telle légèreté, que cherchaient-ils vraiment lorsqu'ils se présentèrent, au milieu de la nuit, à la présidence de la République ? Que se serait-il passé si Sékou Touré, faisant preuve de sa vigilance coutumière, n'avait pas retenu ses interlocuteurs, réuni sur-le-champ une véritable commission d'enquête composée des plus sûrs observateurs internationaux présents à Conakry et, pendant ce temps, pris toutes les mesures utiles pour bloquer la situation, faire arrêter les coupables, faire poursuivre les fuyards ?

Une seule chose est désormais certaine : une fois de plus, le gouvernement portugais a manqué son coup. Ses réseaux sont démantelés, ses complots éventés cependant que ceux qui luttent pour la liberté, aussi bien en Guinée-Conakry qu'en Guinée-Bissao, n'ont pas vu leurs positions entamées. Il reste qu'ils ont perdu Amílcar Cabral, que nous avons tous perdu Amílcar Cabral, et c'est là une chose dont ceux qui l'ont connu se remettent mal, une chose en tout cas qu'ils ne pardonneront pas aisément à ceux qui, directement ou indirectement, ont été les auteurs de son assassinat.

JACQUES VIGNES